

Les Houthis prennent le contrôle du détroit de Bab el-Mandeb

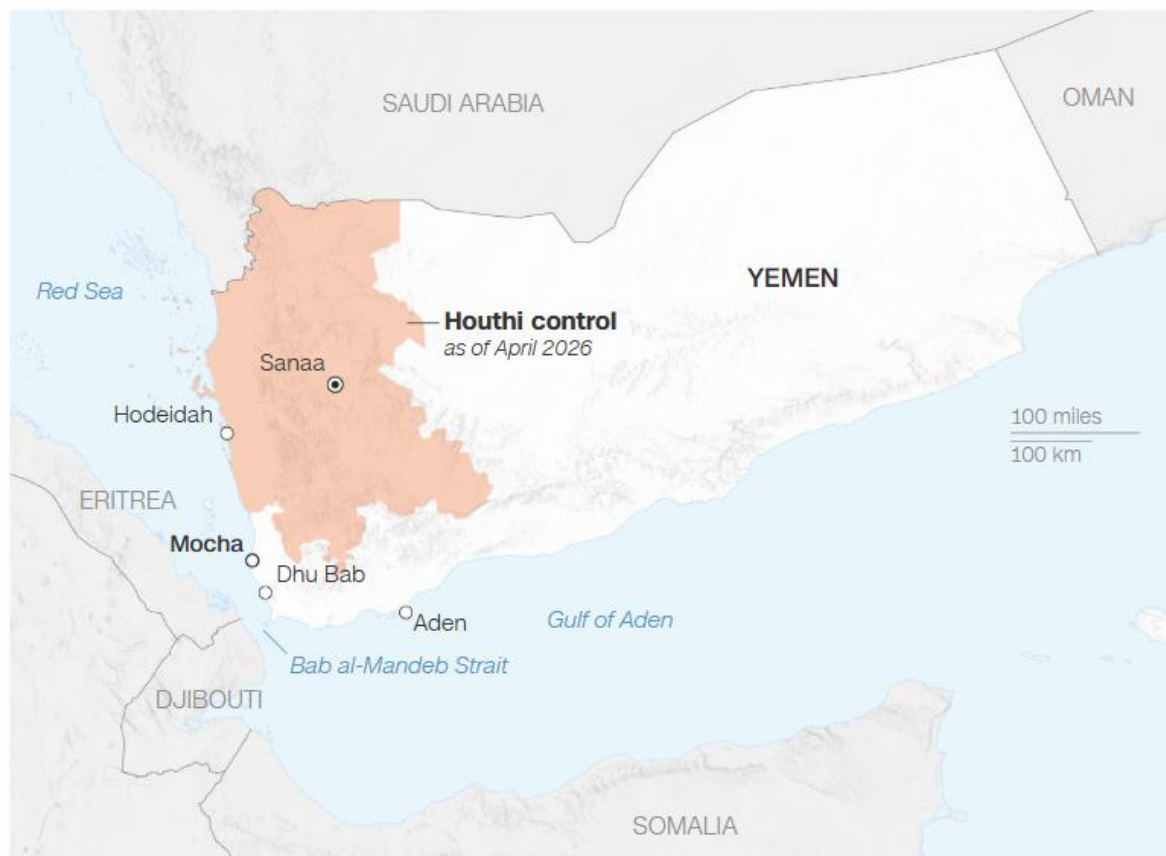
Selon Reuters, les forces houthies au Yémen ont achevé, ce vendredi 11 septembre 2026, la prise de contrôle du détroit de Bab el-Mandeb en s'emparant de l'île de Perim (Mayun), après le retrait des forces gouvernementales la veille.

La veille, le groupe houthi s'était emparé de la ville portuaire de Mocha, cherchant ainsi à prendre le contrôle de la côte de la mer Rouge du pays.

Un responsable local a indiqué à l'AFP que les Houthis avaient « *achevé leur prise de contrôle de la zone de Bab el-Mandeb et de l'île de Mayun, située au milieu du détroit* ».

Houthi fighters capture strategic Red Sea city

Iran-backed Houthi rebels captured the Red Sea port city of Mocha on September 10, pushing closer to the strategic Bab al-Mandeb Strait, a key shipping lane.



Note: Control area is latest available from April 2026.

Source: ACAPS, Yemen's information minister

Graphic: Henrik Pettersson and Renée Rigdon, CNN

Combiné au blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran depuis février, ce contrôle effectif place, pour la première fois, les forces alignées à Téhéran de part et d'autre des deux corridors qui concentrent ensemble plus d'un quart du commerce mondial de pétrole brut par voie maritime.

Avec la chute de Mocha le 10 septembre, puis celle de Perim le 11, les rebelles houthis, soutenus par Téhéran, ont acquis en quarante-huit heures un contrôle quasi total du détroit de Bab el-Mandeb.

Le détroit de Bab el-Mandeb est un point de passage géopolitique stratégique reliant l'Asie et l'Europe via la mer Rouge et le canal de Suez. Bien que moins crucial pour le commerce pétrolier que le détroit d'Ormuz, il permet le transit de biens essentiels à travers le monde, dont des millions de barils de pétrole chaque jour.

Son importance stratégique s'est accrue depuis le début de la guerre entre les États-Unis et l'Iran, l'Arabie saoudite utilisant de plus en plus sa voie d'exportation de la mer Rouge pour contourner le détroit d'Ormuz, que l'Iran a effectivement fermé à la plupart des navires.

Toute perturbation sérieuse de l'infrastructure énergétique saoudienne ferait grimper les prix du pétrole, précisément au moment où la capacité de l'Iran lui-même à faire transiter son pétrole par le détroit d'Ormuz est contrainte.

Alors que le détroit d'Ormuz reste sous la pression du Corps des gardiens de la révolution islamique depuis le déclenchement de la guerre d'Iran en février, l'ouverture de ce second front maritime pourrait, pour la première fois depuis 1869, placer les deux extrémités de la route pétrolière et commerciale entre le Golfe et l'Europe sous une influence iranienne convergente.

Après des années d'impasse, les combats entre les forces soutenues par l'Arabie saoudite et les Houthis soutenus par l'Iran au Yémen [ont repris de plus belle](#) le mois dernier en raison des tensions provoquées par le conflit régional plus large entre l'Iran et les États-Unis. Les combats entre les Houthis et les forces yéménites ont repris en juillet, après que la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite a tenté d'empêcher un avion ramenant des Houthis de Téhéran d'atterrir à l'aéroport international de Sanaa.

Le conflit entre l'Arabie saoudite et les Houthis a pris racine dans la guerre civile yéménite qui a éclaté en 2014. Il s'est intensifié un an plus tard lorsqu'une coalition menée par l'Arabie saoudite s'est alliée au gouvernement renversé par les Houthis et a fait rage jusqu'à la conclusion d'un cessez-le-feu fragile en 2022.

Les Saoudiens se sont abstenus de toute intervention dans le récent conflit de la mer Rouge, qui a vu s'affronter les navires de guerre américains et de la coalition contre les Houthis, et qui a finalement conduit à une campagne aérienne menée par les États-Unis au-dessus du Yémen.

Les tensions se sont toutefois ravivées après la fin de ce conflit lorsque les Houthis ont rejoint le conflit américano-iranien aux côtés de leur principal allié. Outre le blocus mentionné précédemment, les Houthis ont commencé à attaquer les raffineries saoudiennes.

La mer Rouge est devenue un point névralgique alors que l'Iran cherchait des moyens de faire pression sur l'économie mondiale et d'obtenir davantage de concessions de Washington.

Le mois dernier, les Houthis ont intensifié leur offensive pour s'emparer de la ville portuaire de Mocha, contrôlée par les forces soutenues par l'Arabie saoudite. Il y a quelques semaines, plus de 25 roquettes houthies se sont abattues sur le vaste port alors que des navires commerciaux déchargeaient leur cargaison, selon le directeur du port, Abdel Malek Al-Sharaabi.

Jusqu'à jeudi matin, la ville était sous le contrôle des Forces de résistance nationale, un groupe soutenu par l'Arabie saoudite et commandé par Tarik Saleh, vice-président du gouvernement yéménite, fragilisé et internationalement reconnu.

Les Houthis ont ensuite revendiqué sa prise, et des informations ont commencé à circuler selon lesquelles le groupe progresse vers d'autres villes dans le but de s'emparer de l'ensemble du littoral.

L'offensive des Houthis visant à s'emparer de positions stratégiques clés le long de la côte ouest donnant sur la mer Rouge permet aux rebelles d'atteindre deux objectifs essentiels, selon un expert cité par CNN.

« Ils sont bien placés pour accroître leur influence autour de Bab Al-Mandeb... et ils peuvent désormais se protéger de toute opération terrestre pouvant provenir de cette zone », a déclaré à CNN Ahmed Nagi, analyste principal pour le Yémen au sein du groupe de réflexion International Crisis Group.

Les Houthis agissent en pleine coordination avec l'Iran, qui leur aurait demandé de renforcer leur emprise sur Bab el-Mandeb en complément de la fermeture du détroit d'Ormuz par Téhéran.

Des responsables américains estiment qu'il y a actuellement plusieurs centaines d'officiers du CGRI au Yémen, travaillant aux côtés des Houthis dans l'objectif de fermer complètement le détroit. La direction houthie a déjà évoqué un système de droits de passage calqué sur celui de l'Iran à Ormuz, avec une exemption pour les navires chinois.

Un blocus efficace du détroit de Bab el-Mandeb par les Houthis ouvrirait un nouveau front dans la guerre contre l'Iran et pourrait nécessiter une intervention militaire américaine, compromettant potentiellement la capacité de Washington à maintenir le trafic maritime à Ormuz. Il pourrait également empêcher l'Arabie saoudite d'exporter du diesel vers l'Europe à un moment critique pour le marché des carburants.

Malgré les inquiétudes, plusieurs responsables houthis ont indiqué que cette avancée ne représente pas une menace pour la navigation maritime internationale. Le groupe a affirmé ne cibler que les navires saoudiens.

« La question est maintenant de savoir comment la coalition dirigée par l'Arabie saoudite va réagir », a déclaré Ahmed Nagi, du Crisis Group. « Ce n'est pas la fin de la bataille, et nous verrons probablement d'autres développements dans les prochains jours. »

Les forces yéménites soutenues par l'Arabie saoudite ont demandé à Riyad d'intensifier les frappes aériennes contre les Houthis, mais l'Arabie saoudite s'est largement limitée à fournir armes, renseignement et soutien logistique.

Les autorités craignent qu'une opération de grande ampleur ne déclenche de nouvelles attaques houthies contre le territoire saoudien. Si les Houthis établissent un contrôle total sur les approches du détroit, ils pourraient sérieusement influencer le transport maritime et les approvisionnements énergétiques.

Mais la leçon la plus importante concerne les Houthis. Les Houthis opèrent avec remarquablement peu de contraintes. Combiné aux capacités stratégiques que l'Iran leur a fournies au fil des années, cela les a transformés d'une menace yéménite localisée en un défi stratégique régional de premier plan.

Et ils comprennent très bien l'asymétrie avec l'Arabie saoudite. Les Houthis ont relativement peu à perdre et potentiellement beaucoup à gagner de l'escalade. L'Arabie saoudite se trouve dans une position exactement inverse : elle dispose d'une infrastructure économique considérable à protéger, de plans de développement ambitieux à préserver, et relativement peu à gagner d'une nouvelle guerre prolongée au Yémen.

Cette asymétrie rend la reconstruction de la dissuasion extraordinairement difficile.

Plus l'Arabie saoudite frappe, plus les Houthis peuvent simplement gravir un échelon supplémentaire sur l'échelle de l'escalade. Jusqu'à présent, Riyad a eu du mal à imposer des coûts suffisamment sévères pour modifier les calculs houthis. En fait, il faudra peut-être reconnaître que l'équation de dissuasion que l'Arabie saoudite cherche à rétablir n'existe plus.

La présence de conseillers américains en Arabie saoudite est importante, mais il est difficile de voir comment leur seule présence changerait fondamentalement cette équation stratégique. À moins que Riyad ne reçoive une aide extérieure nettement accrue, incluant potentiellement une participation significative de partenaires supplémentaires.

L'Arabie saoudite pourrait éventuellement se trouver face à un choix extrêmement inconfortable : poursuivre un cycle d'escalade dans lequel elle a bien plus à perdre que son adversaire, ou accepter un accord largement dicté par les Houthis.

Le statu quo actuel paraît de plus en plus intenable. Après les dernières avancées opérationnelles des Houthis, et avec la poursuite des attaques contre des infrastructures saoudiennes critiques, le temps pourrait ne plus jouer en faveur de Riyad.

C'est en définitive le problème stratégique : l'Arabie saoudite a besoin que les Houthis craignent l'escalade. Or les Houthis semblent de plus en plus convaincus que l'escalade joue en leur faveur.

Il est temps de reconnaître une réalité inconfortable : l'Arabie saoudite n'était pas préparée à cette confrontation avec les Houthis.

Pendant des années, l'approche de Riyad a essentiellement consisté en un endiguement. Les Saoudiens ont cherché à acheter la stabilité, à soutenir des arrangements permettant au gouvernement houthi de Sanaa de fonctionner, et à avancer progressivement vers une feuille de route politique susceptible d'éviter une nouvelle guerre de grande ampleur.

Mais les Houthis en ont tiré une leçon très différente des événements récents. Ils en sont de plus en plus venus à la conclusion que l'Arabie saoudite était plus vulnérable, plus averse au risque, et moins disposée à revenir à une guerre totale.

Au lieu de renforcer la dissuasion, la retenue saoudienne semble avoir conforté les Houthis dans l'idée que l'escalade pouvait produire des gains supplémentaires.

Cela importe pour Washington, car il existe une tentation de croire que le problème peut être résolu via Téhéran : faire suffisamment pression sur l'Iran pour que celui-ci force les Houthis à se calmer.

Cela méconnaît la nature de la relation. L'Iran considère les Houthis comme l'un de ses partenaires stratégiques les plus importants dans la région. Téhéran leur a fourni des armes, des technologies, une expertise et d'autres formes d'assistance qui ont considérablement renforcé les capacités houthies. Mais l'influence n'est pas synonyme de contrôle.

Les Houthis ne se considèrent pas simplement comme des supplétifs iraniens attendant les instructions de Téhéran. Ils se voient comme des partenaires au sein du soi-disant « Axe de la résistance », avec leurs propres intérêts, idéologie et processus décisionnel. Les précédentes confrontations avec les États-Unis ont démontré les limites de la capacité ou de la volonté, de Téhéran à les retenir.

Cela laisse Washington face à un problème de plus en plus difficile. Les États-Unis ont déjà mené une campagne militaire contre les Houthis, à un coût considérable et avec des résultats stratégiques limités. Rien n'indique qu'une nouvelle série de frappes, à elle seule, modifierait fondamentalement le comportement houthi.

Une campagne renouvelée consommerait davantage de munitions et de ressources militaires, tout en exposant à nouveau des moyens américains, en particulier en mer, à des attaques.

Washington peut et doit fournir un soutien en matière de renseignement, de défense et d'assistance militaire à l'Arabie saoudite et à ses partenaires. Mais elle ne peut pas

compenser indéfiniment la faiblesse et la fragmentation du camp anti-houthi à l'intérieur du Yémen.

Pendant ce temps, les Houthis poursuivent un objectif bien plus lourd de conséquences qu'une simple victoire supplémentaire sur le terrain. Leur avancée vers Bab el-Mandeb renforce potentiellement leur capacité à menacer l'un des points de passage maritimes les plus importants au monde.

C'est là le véritable enjeu stratégique. Les Houthis n'ont pas besoin de vaincre la marine américaine ni de conquérir l'Arabie saoudite. Il leur suffit de démontrer qu'ils peuvent menacer de façon répétée le transport commercial, imposer des coûts économiques, et contraindre Washington et ses partenaires régionaux à choisir entre accepter une nouvelle réalité ou s'engager dans une nouvelle confrontation militaire coûteuse.

Rien de tout cela ne signifie que les Houthis sont invincibles. Ils ont des vulnérabilités. Leur infrastructure militaire peut être attaquée, leurs capacités dégradées, et des coûts significatifs leur être imposés.

Mais détruire des lanceurs n'équivaut pas à établir une dissuasion. Le défi central est de savoir comment dissuader un mouvement hautement idéologique, disposé à encaisser des sanctions substantielles et disposant de missiles, de drones et d'autres capacités de plus en plus sophistiquées développés avec l'aide de l'Iran.

L'Arabie saoudite a déjà appris une autre leçon importante : l'argent peut acheter un calme temporaire, mais il ne peut pas acheter une dissuasion stratégique.

La réponse ne peut donc plus rester un problème saoudien avec un soutien militaire américain occasionnel. Protéger Bab el-Mandeb et la liberté de navigation exige une coalition internationale plus large et durable, combinant sécurité maritime, renseignement, pression militaire, renforcement des partenaires locaux et diplomatie.

Ce ne sera pas une campagne rapide. Et l'Iran en profite déjà. Téhéran n'a pas besoin de contrôler chaque décision houthie. De son point de vue, un mouvement houthi puissant, capable de menacer Bab el-Mandeb, d'immobiliser l'Arabie saoudite, de consommer des ressources militaires américaines et d'augmenter les coûts économiques d'une confrontation régionale, constitue en soi une réussite stratégique majeure.

La question centrale est de savoir comment empêcher les Houthis de modifier durablement la réalité stratégique autour de Bab el-Mandeb. Car une fois qu'ils parviennent à contraindre les États-Unis et leurs partenaires à choisir entre une escalade coûteuse et l'acceptation de restrictions potentielles à la liberté de navigation, ils n'ont plus besoin de vaincre militairement l'Amérique. Ils ont déjà obtenu quelque chose de bien plus précieux : changer les règles du jeu.

L'avancée houthie et les attaques contre l'Arabie saoudite mettent également à l'épreuve, pour la première fois de façon sérieuse, la soi-disant « Alliance de La Mecque » entre

l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan, et jusqu'ici, les résultats sont loin d'être impressionnants.

Une alliance importe en définitive non pas en raison des déclarations faites lors de sa création, mais en fonction de ce que ses membres sont prêts à faire lorsque l'un d'eux est attaqué. Riyad fait désormais face à une menace houthie directe et croissante, et pourtant ni Ankara ni Islamabad ne semblent désireux de s'impliquer de manière significative dans la confrontation.

Cela soulève une question inconfortable : l'Alliance de La Mecque est-elle une architecture de sécurité régionale émergente, ou devient-elle un tigre de papier précisément au moment où l'Arabie saoudite en a le plus besoin ?

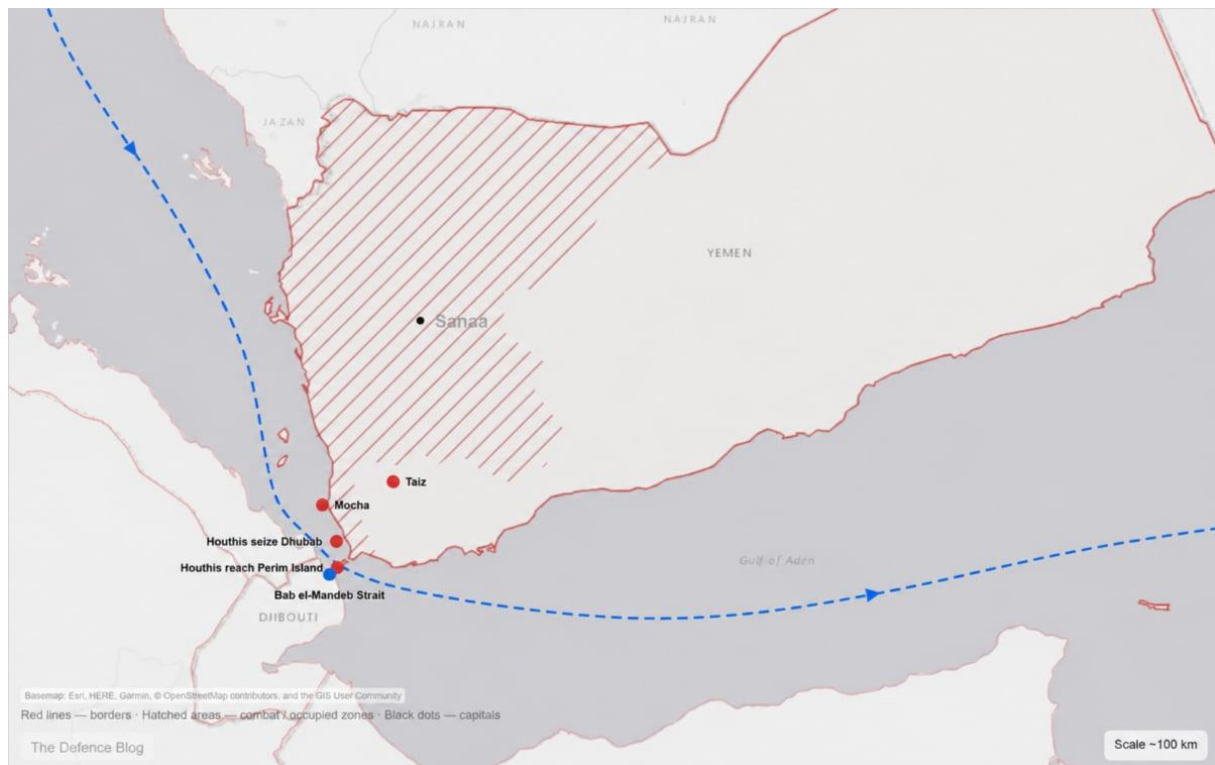
Les Houthis constituent le premier véritable test de résistance. Si la Turquie et le Pakistan ne sont pas disposés à apporter une aide significative lorsque le territoire et les intérêts stratégiques saoudiens sont attaqués, Riyad devra reconsidérer ce que cette alliance apporte réellement, au-delà du symbole politique.

Pour Washington aussi, cela importe. Les États-Unis ont de plus en plus encouragé leurs partenaires régionaux à assumer une plus grande responsabilité dans leur propre sécurité. Mais la crise actuelle démontre l'écart entre l'annonce de nouveaux cadres de sécurité régionaux et la création effective d'alliances dont les membres sont prêts à partager les risques lorsque la dissuasion échoue.

Une alliance qui ne fonctionne qu'en temps de paix n'est pas vraiment une alliance.

La prise de l'île de Perim

L'île de Perim, appelée Mayun en arabe, un îlot volcanique aride situé à moins de 3,5 kilomètres de la côte occidentale yéménite, occupe une position singulière. Elle se trouve exactement au point le plus étroit du détroit, qu'elle scinde en deux chenaux de navigation, et dispose de sa propre piste d'atterrissage.



C'est précisément pour cette raison qu'elle constituait, depuis des années, l'objectif militaire ultime des forces pro-gouvernementales soutenues par Riyad pour empêcher toute prise de contrôle houthie complète du corridor.

Le contrôle de l'île et des territoires côtiers voisins confère au groupe des positions suffisamment proches des navires de passage pour les menacer avec de l'artillerie et d'autres armes à courte portée, en plus des missiles et des drones lancés depuis l'intérieur des terres.

Selon plusieurs sources militaires yéménites citées par Reuters, des embarcations transportant des combattants houthis armés ont atteint l'île le 11 septembre, au lendemain du retrait des forces gouvernementales.

Un porte-parole houthi, Mohammed Abdulsalam, avait pourtant assuré la veille sur X que « la liberté de navigation et le commerce international à travers la mer Rouge et Bab el-Mandeb demeurent sûrs et ininterrompus », ajoutant qu'il n'y avait « aucune raison de s'inquiéter » au niveau international, une déclaration rapidement démentie par les faits.

Un responsable gouvernemental local, cité sous couvert d'anonymat par l'AFP, a confirmé que les Houthis avaient désormais « achevé leur prise de contrôle de la zone de Bab el-Mandeb et de l'île de Mayun ». Des témoins ont rapporté le déploiement de combattants armés le long du littoral, circulant à bord de véhicules militaires.

Selon Euronews, la prise conjointe de Mocha, de Dhubab (localité côtière faisant face à l'île) et de Perim signe l'achèvement, en l'espace d'une semaine, d'une offensive éclair

qui a également permis aux Houthis de s'emparer des îles Hanish et de Zuqar en mer Rouge méridionale.

L'île de Zuqar, qui aurait [également été conquise](#), se situe au milieu de la mer Rouge, à environ 130 kilomètres au nord de l'île de Perim. Sous le contrôle du gouvernement yéménite depuis 1998, elle était « utilisée par les forces gouvernementales pour surveiller le trafic maritime, contrôler [les mouvements des rebelles houthis](#) et lutter contre le trafic d'armes en mer Rouge », [selon le journal The National](#).

L'île de Zuqar se situe à environ 7 km à l'est de la voie de navigation nord de la mer Rouge. Le contrôle de ces deux îles permettrait aux Houthis de reproduire le modèle mis en place par l'Iran dans le détroit d'Ormuz, en canalisant le trafic maritime vers un passage étroit entre les îles de Qeshm et de Larak.

Le trafic maritime à travers Bab el-Mandeb aurait déjà chuté d'environ 60 % depuis le début des attaques houthies contre le transport commercial fin 2023, selon le Washington Times, un chiffre appelé à se dégrader encore avec ce contrôle territorial désormais complet.

En représailles à la chute de Mocha, l'Arabie saoudite a mené des frappes aériennes contre l'aéroport de la ville, sans faire état de dégâts ni de victimes selon un média houthi.

Le changement important est que les Houthis attaquent désormais simultanément les deux piliers de la sécurité saoudienne : le territoire méridional du royaume et sa profondeur stratégique en mer Rouge, avec Riyad, bien que désireux d'éviter à tout prix une nouvelle guerre de type 2015, qui voit sa marge de retenue se réduire rapidement.

Le Conseil de direction présidentielle yéménite a de son côté reconnu que le gouvernement se trouvait « en première ligne de la liberté de navigation », appelant à un soutien international, alors que plus de 46 000 personnes ont fui les zones de combat au cours de la seule semaine écoulée, selon l'agence des Nations unies pour les migrations.

Un second front qui s'ouvre au pire moment

La guerre déclenchée le 28 février 2026 par des frappes conjointes américano-israéliennes contre l'Iran, qui ont notamment coûté la vie au Guide suprême Ali Khamenei, a connu plusieurs cycles de trêve et de reprise des hostilités tout au long du printemps et de l'été.

Le détroit d'Ormuz, fermé par le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) dès les premiers jours du conflit, a été rouvert et refermé à plusieurs reprises au gré des cessez-le-feu successifs, chaque rupture d'accord se traduisant par de nouvelles frappes américaines et une flambée des cours du pétrole.

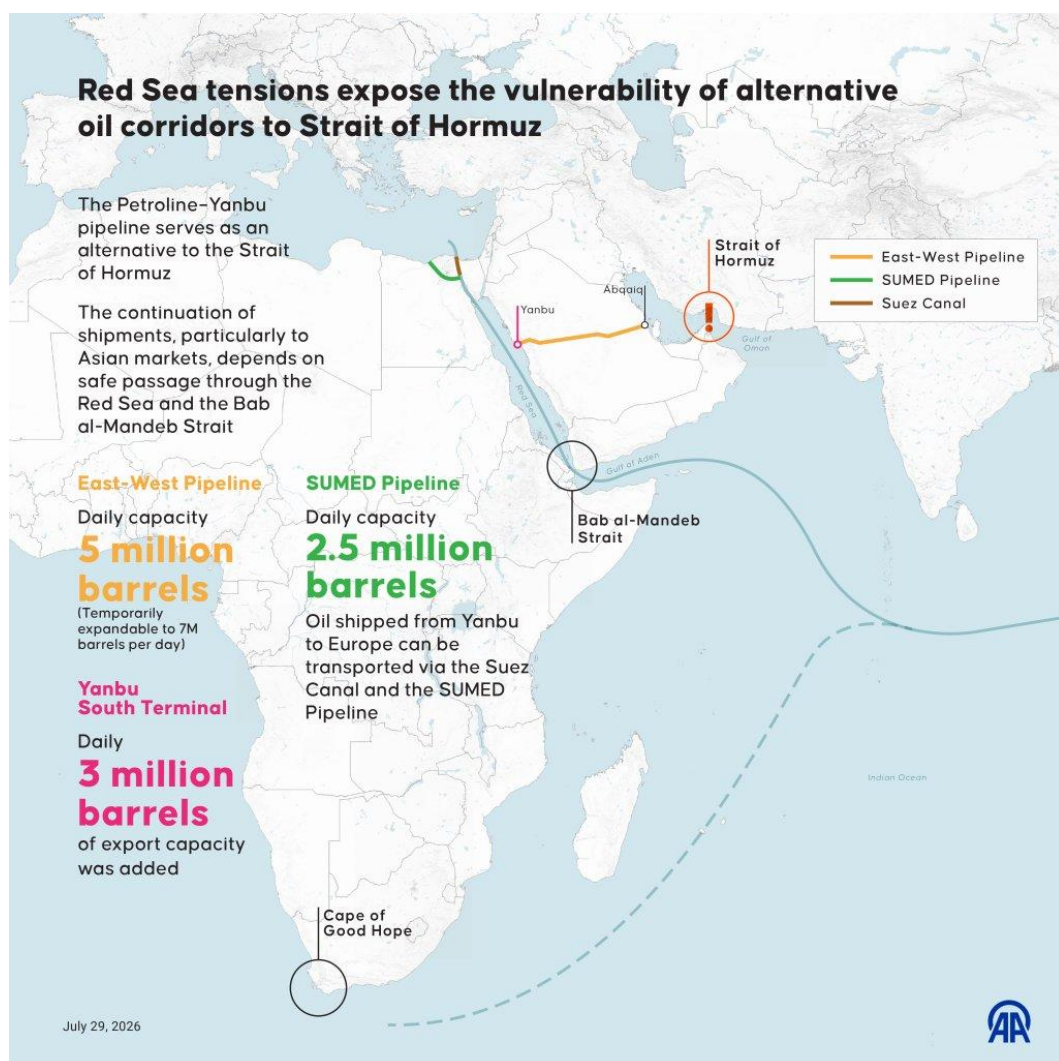
C'est dans ce contexte déjà instable que les Houthis, mouvement politico-militaire qui contrôle l'essentiel du nord-ouest du Yémen depuis 2014, ont rouvert au printemps un

second théâtre d'opérations, en reprenant leurs tirs de missiles et de drones contre Israël et contre l'Arabie saoudite en soutien à Téhéran.

Cette escalade a mis fin, dans les faits, à la trêve fragile instaurée en 2022 sous l'égide des Nations unies, qui avait largement suspendu les combats entre les Houthis et le gouvernement yéménite reconnu internationalement, soutenu par Riyad.

Les gains territoriaux des Houthis compliquent également la campagne américaine contre l'Iran. Le contrôle du détroit de Bab el-Mandeb confère à un allié iranien une capacité accrue de menacer un second point de passage maritime majeur, accentuant la pression sur Washington pour qu'il protège la navigation en mer Rouge alors même que les forces américaines peinent déjà à mettre fin à l'emprise iranienne sur le détroit d'Ormuz.

L'escalade des combats au Yémen, parmi les pires que le pays ait connues depuis des années, montre comment la guerre avec l'Iran propage l'instabilité à travers le Moyen-Orient et accroît le risque de nouvelles tensions sur les flux énergétiques mondiaux après que la perturbation du détroit d'Ormuz par l'Iran a déclenché le plus grand choc d'approvisionnement en pétrole de l'histoire récente.



La chute de Mocha

Le 10 septembre 2026, les forces houthies se sont emparées de la ville portuaire historique de Mocha située à une cinquantaine de kilomètres au nord du détroit de Bab el-Mandeb. Mocha offre cependant aux Houthis un nouveau point de surveillance et de lancement potentiel pour déployer des mines, des drones aériens et des navires de surface sans équipage (USV) destinés à attaquer les navires.

Selon plusieurs sources militaires yéménites citées par Reuters, les forces gouvernementales, prises de vitesse, se sont repliées vers Dhubab, localité située directement sur le détroit, face à l'île de Perim.

Le commandant Tareq Saleh, à la tête des Forces de résistance nationale qui tenaient jusque-là la ville, a évoqué un repli de son état-major vers un « lieu sûr » pour se réorganiser, reconnaissant un « prix lourd » payé face à l'offensive houthie.

Les Houthis ont dans la foulée lancée des attaques sur les îles Hanish, en mer Rouge, et se sont emparés de l'île de Zuqar ainsi que de la localité de Dhubab, selon l'AFP et Reuters.

Rashad al-Alimi, président du Conseil de direction présidentielle yéménite, a averti que les développements autour de Mocha et de Bab el-Mandeb « ne sont pas une affaire purement yéménite », mais un enjeu régional et international lié au commerce mondial, avertissant que le détroit « ne peut pas devenir un second Ormuz » et appelant à une intervention internationale décisive.

De son côté, l'Arabie saoudite, qui avait constitué fin juillet une coalition maritime multinationale pour protéger le trafic en mer Rouge après un blocus houthi visant ses navires commerciaux et ses pétroliers, aurait mené une quarantaine de frappes aériennes sur les provinces de Taëz, Hodeïda, Al-Jawf et Marib dans les heures suivant la chute de Mocha, selon l'agence houthie Saba.

Avant leur offensive de cette semaine, les Houthis contrôlaient déjà environ un tiers du territoire yéménite et bombardent depuis des années les navires traversant le détroit de Bab el-Mandeb à l'aide de missiles et de drones.

Avec la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran depuis le début de la campagne aérienne américano-israélienne il y a environ six mois, la prise de contrôle totale du détroit de Bab el-Mandeb par les Houthis placerait les forces pro-iraniennes à la croisée des deux voies maritimes qui acheminent à elles seules plus d'un quart du commerce mondial de pétrole brut et de produits pétroliers par voie maritime. Près d'un tiers du trafic mondial de conteneurs transite par la mer Rouge.

L'offre saoudienne de pétrole brut a chuté de 2,3 millions de barils par jour en août pour s'établir à 6 millions de barils par jour, son niveau le plus bas depuis plus de trente ans, a

indiqué vendredi l'Agence internationale de l'énergie, pointant du doigt notamment les attaques perpétrées par les Houthis contre des navires dans le détroit. Les cours mondiaux du pétrole devraient clôturer la semaine au-dessus de 100 dollars le baril pour la première fois depuis la mi-mai.

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a téléphoné à deux reprises au président Trump jeudi, l'exhortant à lancer des frappes américaines contre les Houthis, rapporte Axios, citant deux responsables américains. Trump a rejeté cette demande et, selon ces mêmes responsables, Washington n'envisage pas pour l'instant d'action militaire directe contre le groupe, tout en renforçant son soutien à l'Arabie saoudite.

Par ailleurs, le Financial Times indique que les ministres des Affaires étrangères des pays du Golfe et d'Iran prévoient de se rencontrer lundi 14 septembre à Salalah, à Oman, afin de tenter de trouver un accord temporaire pour la navigation dans le détroit d'Ormuz.

Bab el-Mandeb, un corridor stratégique mondial

Le détroit de Bab el-Mandeb sépare la péninsule Arabique de la Corne de l'Afrique sur à peine 26 à 30 kilomètres à son point le plus étroit. La voie navigable mesure 18 miles (29 km) de large à son point le plus étroit, limitant le trafic à deux chenaux pour les expéditions entrantes et sortantes, séparés par l'île yéménite de Perim (Mayyun en arabe).

Au nord se trouvent les îles Hanish, situées entre les villes portuaires d'Hodeïda et de Mocha, offrant à leurs détenteurs une vue imprenable sur les navires approchant. Les Houthis contrôlent Hodeïda, qu'ils utilisent comme base pour leur vaste campagne d'attaques contre la navigation en mer Rouge.

Le groupe armé a progressé vers le sud, s'emparant de Mocha, ville portuaire historique considérée comme le berceau du commerce mondial du café. Plus au sud encore se trouve Dhubab, ville située directement sur le détroit, ce qui en fait un point stratégique crucial dans l'avancée des Houthis vers le sud. Le contrôle de Dhubab et de l'île de Perim est essentiel pour s'emparer du détroit.

Les Houthis prennent le contrôle d'îles stratégiques autour du détroit de Bab el-Mandeb

Les Houthis, soutenus par l'Iran, ont atteint les îles stratégiques de Perim et Hanish ainsi que les villes côtières de Mocha et Dhubab, renforçant potentiellement leur emprise sur l'une des routes maritimes vitales au monde, à travers la mer Rouge.



Source : Reportage de Reuters, Projet Menaces critiques de l'AEI

Il constitue, avec le canal de Suez, l'unique voie d'accès maritime directe entre la mer Rouge et l'océan Indien, et donc entre l'Europe et l'Asie sans contournement du continent africain, un détour qui, pour un pétrolier reliant l'Arabie saoudite aux Pays-Bas, ferait passer la distance de 12 000 à plus de 20 000 kilomètres.

Le canal de Suez est l'une des voies maritimes les plus importantes au monde pour le transport de marchandises, notamment entre l'Asie et l'Europe via le canal de Suez.

Il est également vital pour le trafic en provenance de l'oléoduc Suez-Méditerranée, situé sur la côte égyptienne de la mer Rouge, ainsi que pour les marchandises destinées à l'Asie, y compris le pétrole russe.

Il sert de porte d'entrée sud au canal de Suez, ce qui signifie que les navires doivent le traverser pour accéder au canal par le sud.

Les perturbations du trafic maritime dans le détroit obligent les navires à contourner le cap de Bonne-Espérance en Afrique australe, ce qui ajoute des semaines et des coûts importants à ce qui serait autrement un voyage simple.

Les estimations des flux en jeu :

- Entre **10 % et 12 % du commerce maritime mondial** transite chaque année par ce corridor, selon Coface.
- Sur le plan énergétique, l'Agence internationale de l'énergie évaluait à environ **4,2 millions de barils par jour** de pétrole brut et de produits liquides le flux transitant par le détroit en 2025, soit environ 5 % de la production mondiale. Le détroit reste ainsi le **troisième point de passage pétrolier le plus fréquenté au monde**, derrière le détroit de Malacca et le détroit d'Ormuz. Pour rappel, si les houthistes parvenaient à bloquer le commerce dans le détroit de Bab el-Mandeb, cela retirerait encore du marché mondial du pétrole quelque 5 millions de barils par jour, essentiellement en provenance d'Arabie saoudite.

Une perte qui s'ajouterait à la baisse drastique des volumes de pétrole qui passent par le détroit d'Ormuz, tombé de 21 millions de barils avant le déclenchement de la guerre en Iran à 13 millions de barils par jour en moyenne la semaine dernière. Un tel blocus frapperait en premier l'Arabie saoudite, qui a détourné l'essentiel de ses exportations de pétrole du golfe Persique vers la mer Rouge via le port de Yanbu. Ce détournement a permis en grande partie le maintien sous la barre des 100 dollars le baril de pétrole jusqu'à présent. Mais l'hypothèse de la fermeture de deux goulots d'étranglement stratégiques, Ormuz et Bab el-Mandeb, qui cumulent sans doute plus du tiers du commerce mondial maritime, explique le franchissement des cours au-delà des 100 dollars le baril cette semaine, pour atteindre 106 dollars ce vendredi.

- Près d'un quart à un tiers du trafic conteneurisé mondial emprunte cette route, ce qui en fait un maillon critique pour les chaînes d'approvisionnement reliant les usines asiatiques aux marchés de consommation européens.

Le trafic dans le détroit s'était déjà effondré à moins de la moitié de sa capacité normale après le début des attaques houthies contre le transport commercial fin 2023, en soutien au Hamas pendant la guerre à Gaza.

La reprise des hostilités en 2026, cette fois directement articulée à la guerre contre l'Iran, menace de prolonger indéfiniment cette perturbation.

Le scénario du double verrou : Ormuz et Bab el-Mandeb

C'est là que réside le risque stratégique le plus lourd de conséquences de la crise en cours : pour la première fois depuis l'ouverture du canal de Suez en 1869, les deux points de passage obligés du pétrole du Golfe vers l'Europe et l'Asie pourraient se retrouver, simultanément, sous une influence directement ou indirectement iranienne.

Membre de la Fondation Jean-Jaurès, le chercheur David Khalfa est aussi inquiet et déclare aux Echos : « *Dans leur guerre contre le pouvoir central, les houthistes infligent un camouflet à l'Arabie saoudite, laquelle paie et pilote en grande partie l'armée du*

Yémen. Le conflit entre dans une zone dangereuse avec le risque qu'il échappe à ses belligérants. Le cessez-le-feu de 2022 est bien enterré, le niveau d'affrontement est sans précédent depuis 2015, et les houthistes sont la dernière carte à jouer de l'Iran. Téhéran a perdu pour l'essentiel la main sur le Hamas en Palestine et aussi sur le Hezbollah au Liban et veut faire monter les enchères avec la fermeture du détroit de Bab el-Mandeb. Si les houthistes parviennent à le contrôler, le piège d'Ormuz pourrait se muer en piège de Bab el-Mandeb. »

Le détroit d'Ormuz, qui écoule en temps normal environ 20 % du pétrole et du gaz naturel liquéfié mondial, soit près de 20 millions de barils par jour selon les données historiques de l'EIA, n'est plus un point de passage fiable depuis le 28 février 2026.

Le CGRI l'a fermé dès les premiers jours de la guerre, provoquant un quasi-arrêt du trafic maritime et une flambée du Brent jusqu'à frôler les 120 dollars le baril en mars. Un accord de cessez-le-feu signé mi-juin avait permis une réouverture de courte durée, immédiatement suivie d'une nouvelle fermeture après la reprise des frappes israélo-américaines sur le territoire iranien et des ripostes contre des navires dans le détroit.

Début juillet, les chargements sont retombés d'un pic de 20 millions de barils/jour à environ 12 millions de barils/jour en quelques semaines, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui souligne qu'un accord permettant à la fois la réouverture d'Ormuz et un transit sans entrave par Bab el-Mandeb reste, à ce jour, hors de portée.

Le site de suivi de données TankerTrackers.com a estimé plus tôt cette semaine qu'en moyenne environ 5 millions de barils par jour de pétrole brut, dont presque aucun iranien, sont sortis du golfe Persique via le détroit d'Ormuz au cours des 28 jours précédents, ainsi qu'environ 2,5 millions de barils via des ports pétroliers du golfe d'Oman, comme Fujairah aux Émirats arabes unis.

Ces exportations représentent plus de 40 % du flux pétrolier de la région d'avant-guerre.

Néanmoins, selon The Economist, la réalité du trafic reste difficile à établir avec précision, car une grande partie des pétroliers désactivent désormais leur transpondeur AIS pour ne pas se signaler comme cibles.

Certains continuent d'émettre, mais le brouillage électronique généralisé dans la zone dégrade la fiabilité des signaux captés, tandis que d'autres navires falsifient délibérément leur position. La majorité des franchissements s'effectueraient en outre de nuit, échappant à l'observation satellite.

La traçabilité est encore compliquée par le fait que le pétrole du Golfe change fréquemment de propriétaire avant de rejoindre le large : un nombre restreint d'opérateurs, compagnies maritimes publiques des pays du Golfe, le sudcoréen Sinokor ou encore l'armateur grec Dynacom, concentre l'essentiel de ces flux, faisant transiter le brut par le détroit avant d'en transférer discrètement la cargaison une fois sorti de la zone.

Ainsi, les compteurs pétroliers déduisent des transits rétroactifs, suivant les charges et déchargements et surveillant les navires qui disparaissent du golfe pour refaire surface à l'extérieur, explique Pamela Munger de Vortexa à The Economist.

Par exemple, le 8 septembre, la société Kpler n'a compté que huit transits, contre 23 une semaine auparavant. Ainsi, le trafic passé d'Ormuz ne prédit pas les performances futures car les progrès peuvent rapidement s'inverser. Même si des mines ont été déminées sur certaines parties du détroit, elles peuvent dériver d'ailleurs, et l'Iran peut en poser de nouvelles. Ses forces conservent également une capacité suffisante pour frapper des pétroliers.

Les marchés pétroliers montrent déjà des signes de stress. North Sea Dated, un indice de référence du pétrole brut à court terme, approche les 110 \$ le baril, contre 70 \$ en juin. Le diesel a dépassé les 190 \$ le baril en Amérique et en Europe, soit presque le double de son prix en février.

Par conséquent, en effet, le trafic n'est plus à 0 comme pendant la première partie du conflit, néanmoins il n'a pas non plus repris au niveau d'avant-guerre, et on constate une très grande volatilité au jour le jour concernant le transit. Cela est confirmé par les primes d'assurances maritimes, le prix du pétrole brut, ainsi que le prix des produits pétroliers raffinés.

Bab el-Mandeb, le second verrou en cours de fermeture. C'est précisément dans cette brèche qu'agissent les Houthis. Le 20 juillet 2026, ils ont annoncé un blocus naval visant spécifiquement l'Arabie saoudite, avant de revendiquer, trois jours plus tard, des frappes de missiles et de drones contre deux pétroliers saoudiens au large de Jizan, près de la frontière yéménite.

Le gouvernement yéménite accuse depuis les Houthis de vouloir imiter leur allié iranien en imposant des droits de passage aux navires transitant par la mer Rouge et Bab el-Mandeb.

Les Houthis agiraient en coordination étroite avec l'Iran, qui leur aurait explicitement demandé de renforcer leur emprise sur Bab el-Mandeb en complément du verrouillage d'Ormuz. Des responsables américains estiment que plusieurs centaines d'officiers du CGRI se trouveraient actuellement au Yémen aux côtés des combattants houthis, avec pour objectif déclaré la fermeture complète du détroit.

Une fermeture combinée et durable des deux détroits bloquerait jusqu'à 30 % du trafic conteneurisé mondial et priverait le marché d'environ 22 % de l'offre pétrolière mondiale (en additionnant les 20 % d'Ormuz et les 5 à 5,5 % de Bab el-Mandeb, avec un recoupement partiel pour les producteurs du Golfe qui empruntent les deux routes), pour un impact chiffré à environ 10 milliards de dollars de commerce quotidien mis à risque en cas de fermeture totale simultanée.

La fermeture intégrale de Bab el-Mandeb, à elle seule, couperait les exportations saoudiennes via le port de Yanbu et réduirait l'offre pétrolière mondiale d'environ 7 % supplémentaires, un chiffre à ajouter aux pertes déjà enregistrées côté Ormuz. C'est bien ce cumul, plus que la crise de chaque détroit prise isolément, qui constitue la véritable rupture stratégique de l'année 2026.

L'Iran et ses alliés ne disposent plus seulement d'un levier de pression sur le Golfe, mais d'un levier symétrique sur les deux extrémités de la route énergétique et commerciale entre l'Asie, le Golfe et l'Europe.

Le Yémen n'est donc "plus seulement un théâtre de guerre local, mais une menace stratégique capable d'influencer l'ensemble de l'équilibre régional", analyse Ha'Aretz. « *Quiconque est en mesure de menacer le port de Moka, le détroit de Bab El-Mandeb et la route d'exportation saoudienne en mer Rouge dispose non seulement d'un moyen de pression sur Riyad, mais aussi d'un levier pour peser directement sur les enjeux liés au détroit d'Ormuz, à la sécurité énergétique et à la confrontation entre les États-Unis et l'Iran* », souligne le quotidien israélien cité par le Courrier International.

« *Toute nouvelle escalade au Yémen, a fortiori si elle débouche sur une guerre terrestre de grande ampleur et implique d'autres acteurs, pourrait rapidement dépasser les limites du conflit local et devenir l'étincelle d'un nouveau conflit régional* », prévient le journal.

Les conséquences économiques et sécuritaires d'un contrôle houthi

Un basculement durable du détroit sous contrôle houthi prolongerait et amplifierait une dynamique déjà pleinement engagée depuis juillet 2026.

Sur les prix de l'énergie. Le cours du Brent est déjà remonté à environ 105 dollars le baril dans le sillage de la prise de Mocha, après avoir déjà frôlé les 120 dollars lors du déclenchement de la guerre en février et connu de multiples pics à chaque rupture de trêve depuis.

L'AIE relève que les pertes cumulées d'approvisionnement en provenance des producteurs du Golfe dépassaient déjà, dès le mois de mai, le milliard de barils, avec plus de 14 millions de barils/jour de capacité immobilisée à un moment donné, un choc d'offre qu'elle qualifie de sans précédent.

Toute perturbation supplémentaire de l'approvisionnement pétrolier saoudien ou du transit en mer Rouge se traduirait par une pression haussière additionnelle sur des cours déjà structurellement tendus, un mouvement dont la Russie, en tant que grand exportateur d'hydrocarbures, tirerait mécaniquement bénéfice via l'augmentation de ses revenus d'exportation, alors même qu'elle demeure sous sanctions occidentales.

Sur le coût de l'assurance maritime. Le marché de l'assurance a réagi avec une rapidité remarquable à chaque étape de l'escalade, offrant un baromètre en temps réel de la perception du risque.

Les primes de risque de guerre pour un transit par Bab el-Mandeb, stables autour de 0,3 % de la valeur du navire avant l'annonce du blocus houthi du 20 juillet, sont passées à environ 0,5 % dès le lendemain selon Marsh McLennan, avant de bondir à 0,75 % le 21 juillet puis à plus de 1 % le 23 juillet après l'attaque revendiquée contre les pétroliers Encelia et Layla, certains navires liés à l'Arabie saoudite ou faisant escale dans des ports saoudiens de la mer Rouge ayant été cotés jusqu'à 3 % de leur valeur.

Pour un porte-conteneurs ou un pétrolier, même une variation de quelques dixièmes de point représente des centaines de milliers de dollars de surcoût pour un simple transit de sept jours. Certains analystes évoquent désormais des primes composites, cumulant Ormuz et mer Rouge, atteignant 7,5 % à 10 % de la valeur de coque pour les pétroliers les plus exposés, avec un coût de transit pouvant grimper jusqu'à 20 millions de dollars pour un très grand transporteur de brut (VLCC) empruntant les zones les plus dangereuses.

Sur les routes commerciales et les délais. Un blocage prolongé contraint déjà les armateurs à généraliser le contournement du cap de Bonne-Espérance, pratiqué à grande échelle depuis la crise de 2023-2024 et de nouveau amplifié depuis l'été.

Selon les données compilées par les cabinets spécialisés en fret maritime, la pression conjointe sur les deux détroits absorbe une capacité de transport supplémentaire équivalente à 10 à 14 jours de navigation additionnelle par voyage sur les lignes Asie-Europe, ce qui donne aux transporteurs davantage de latitude pour imposer des hausses tarifaires générales (GRI) et des surcharges.

Début août, six pétroliers saoudiens vides ont ainsi fait demi-tour dans le golfe d'Aden pour contourner l'Afrique, un détour de 25 jour supplémentaire, tandis que d'autres navires chargés de brut saoudien ont franchi Bab el-Mandeb en coupant leur transpondeur AIS, une pratique révélatrice du niveau de risque perçu par les opérateurs eux-mêmes.

Sur la sécurité énergétique européenne et asiatique. L'Europe demeure fortement dépendante à la fois du pétrole du Golfe et du gaz naturel liquéfié qatari, dont une partie significative transite par les deux détroits. Les marchés asiatiques, Singapour, Chine, Inde, sont pour leur part directement exposés aux flux sud de Bab el-Mandeb.

Une fermeture simultanée et prolongée d'Ormuz et de Bab el-Mandeb constituerait une menace de premier ordre pour la sécurité énergétique des deux continents, alors même que l'Arabie saoudite dépend elle-même de Bab el-Mandeb pour écouler jusqu'à 70 % de ses exportations pétrolières depuis que le détroit d'Ormuz lui est en grande partie fermé, un renversement complet de la logique d'exportation saoudienne, historiquement tournée vers le Golfe.

Sur l'équilibre militaire régional. La présence de bases étrangères à Djibouti, États-Unis, Chine et plusieurs puissances européennes, souligne l'importance stratégique reconnue de longue date à ce corridor par l'ensemble des grandes puissances.

Un contrôle houthi renforcé sur Bab el-Mandeb, couplé à la présence de conseillers du CGRI sur place, rapprocherait mécaniquement l'influence de Téhéran de l'ensemble des points d'entrée et de sortie maritimes de la péninsule Arabique.

L'Arabie saoudite face à une équation de dissuasion rompue

Ces développements exposent au grand jour l'impréparation de Riyad face à cette confrontation. Pendant des années, l'approche saoudienne a essentiellement reposé sur l'endiguement : acheter la stabilité, soutenir des arrangements permettant au gouvernement houthi de Sanaa de fonctionner, et avancer progressivement vers une feuille de route politique censée prévenir une nouvelle guerre de grande ampleur.

Mais les Houthis en ont tiré une leçon inverse de celle escomptée par Riyad. Ils en sont venus à considérer l'Arabie saoudite comme plus vulnérable, plus averse au risque, et moins disposée à un retour à une guerre totale. Plutôt que de renforcer la dissuasion, la retenue saoudienne semble avoir consolidé, chez les Houthis, la conviction que l'escalade pouvait continuer à produire des gains.

L'erreur serait de croire que la clé du problème réside exclusivement à Téhéran. Si l'Iran considère effectivement les Houthis comme l'un de ses partenaires stratégiques les plus importants dans la région, et leur a fourni armes, technologies et expertise ayant considérablement renforcé leurs capacités, l'influence n'équivaut pas au contrôle.

Les Houthis ne se perçoivent pas comme de simples supplétifs attendant les instructions de Téhéran, mais comme des partenaires à part entière au sein de l'« Axe de la résistance », dotés de leurs propres intérêts et de leur propre processus décisionnel.

Une autonomie que les précédentes confrontations avec les États-Unis ont déjà mise en évidence, Washington ayant mené une campagne militaire coûteuse contre le mouvement sans obtenir de résultats stratégiques durables.

Cette asymétrie structurelle complique considérablement la reconstruction d'une dissuasion crédible. Les Houthis ont relativement peu à perdre, et potentiellement beaucoup à gagner d'une poursuite de l'escalade.

L'Arabie saoudite, à l'inverse, dispose d'une infrastructure économique considérable à protéger et de plans de développement ambitieux, au premier rang desquels la Vision 2030, à préserver, pour un gain limité dans un nouvel engagement prolongé au Yémen.

Plus Riyad frappe, plus les Houthis semblent en mesure de gravir un échelon supplémentaire sur l'échelle de l'escalade, sans que les sanctions infligées jusqu'ici n'aient suffi à modifier leurs calculs stratégiques.

Le test de l'Alliance de La Mecque

C'est dans ce contexte de vulnérabilité perçue que s'inscrit la signature, le 7 août 2026 à La Mecque, d'un accord de défense mutuelle entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan, le prince héritier Mohammed ben Salmane, le président turc Recep Tayyip Erdogan et le premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif y ont acté qu'une attaque armée contre l'un des trois pays serait considérée comme une attaque contre tous.

Présenté par ses signataires comme purement défensif et ne visant aucun acteur en particulier, l'accord prolonge un pacte de défense stratégique bilatéral signé entre Riyad et Islamabad dès septembre 2025.

Cependant, sa capacité à dissuader les adversaires, ou à gérer une escalade en cas d'échec de la dissuasion, est loin d'être assurée. En l'absence de mécanismes clairement établis de coordination militaire, de consultation en cas de crise et de réponse collective, l'accord pourrait se heurter à de sérieuses difficultés pour maîtriser une confrontation qui s'aggrave.

Son importance stratégique dépendra donc peut-être, en fin de compte, moins de la déclaration d'engagement mutuel que de la capacité de ses membres à traduire leur solidarité politique en capacités crédibles et coordonnées de dissuasion et de gestion de l'escalade.

Le principal défi pour Riyad, Ankara et Islamabad est de transformer leur solidarité politique en une dissuasion suffisamment crédible et flexible, sans pour autant prendre des engagements qui dépassent leurs capacités d'action. La crédibilité de cette dissuasion dépendra toutefois de sa capacité à modifier, pour un adversaire, l'évaluation des coûts et des risques liés à la coercition ou à l'escalade.

La question essentielle n'est donc pas de savoir si cet accord constitue une « [OTAN musulmane](#) », mais plutôt si l'ambiguïté entourant l'utilisation conjointe de ces capacités suffit à dissuader les adversaires potentiels, notamment l'Iran et Israël, de mettre à l'épreuve la détermination de l'un quelconque de ses membres.

La valeur dissuasive du pacte reposera en définitive sur cinq piliers interdépendants : [la crédibilité de l'engagement, l'intégration opérationnelle, l'autonomie stratégique, l'ambiguïté stratégique et la gestion de l'escalade](#) . L'évolution de ces cinq piliers déterminera si l'Accord de La Mecque deviendra un instrument efficace de dissuasion collective. La section suivante examine comment la combinaison de ces facteurs peut influencer l'évolution future du pacte de défense.

Chacune de ces options présente à la fois des opportunités et des vulnérabilités. Un engagement politique fort, sans mécanismes de coordination militaire, risque de n'apporter qu'une assurance symbolique. À l'inverse, une intégration plus poussée pourrait renforcer la dissuasion, tout en créant de nouveaux risques d'escalade.

L'ambiguïté stratégique peut compliquer la planification d'un adversaire, mais sans capacités crédibles ni détermination avérée, elle peut facilement mener à des provocations et à une escalade. Parmi les cinq piliers, la gestion de l'ambiguïté stratégique et des risques d'escalade représente un risque manifestement élevé pour la stabilité régionale.

Le critère essentiel pour tout dispositif de sécurité collective réside dans la crédibilité de l'engagement mutuel de ses membres. Bien que les trois parties aient insisté sur la solidarité politique face à l'incertitude croissante au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'Accord de La Mecque demeure, à son origine, un engagement essentiellement politique et ne dispose pas des mécanismes institutionnels nécessaires à une coordination militaire durable. Le potentiel sous-jacent existe cependant : les trois membres fondateurs possèdent des capacités militaires complémentaires.

L'Arabie saoudite apporte des ressources financières substantielles, des systèmes de défense aérienne et antimissile de pointe d'origine occidentale et une position géographique stratégique. La Turquie offre une base industrielle de défense nationale en pleine expansion, des drones et des systèmes de missiles avancés, ainsi qu'une vaste expérience de l'OTAN.

Le Pakistan contribue par une armée nombreuse et expérimentée, une solide expérience du combat et un arsenal nucléaire redoutable. Si elles étaient efficacement intégrées, ces capacités pourraient rendre la menace de représailles collectives considérablement plus crédible que celle de tout accord bilatéral.

C'est précisément ce qui constitue, aujourd'hui, le premier véritable test de résistance de l'Alliance de La Mecque. Une alliance importe non pas en raison des déclarations faites lors de sa création, mais en fonction de ce que ses membres sont réellement prêts à faire lorsque l'un d'eux est attaqué.

Si la Turquie et le Pakistan ne fournissent pas une aide tangible face aux attaques visant le territoire et les intérêts stratégiques saoudiens, Riyad devra reconsidérer ce que cet accord lui apporte concrètement, au-delà de sa portée symbolique, une alliance qui ne fonctionne qu'en temps de paix n'en étant, par définition, pas vraiment une.

Le principal risque réside toutefois dans la divergence des perceptions des menaces et des priorités stratégiques. Riyad demeure principalement préoccupé par la sécurité du Golfe et la protection des infrastructures critiques. Les intérêts d'Ankara s'étendent à la Syrie, à l'Irak, à la Méditerranée orientale, aux Balkans occidentaux et au Caucase.

Islamabad reste fortement concentré sur sa compétition stratégique avec l'Inde. Ces priorités divergentes pourraient amener des adversaires potentiels à se demander si les trois membres seraient prêts à assumer les coûts et les risques nécessaires à la défense mutuelle.

De fait, la crédibilité du pacte est déjà mise à l'épreuve. Immédiatement après la signature de l'accord, les acteurs régionaux ont continué de perturber le contexte sécuritaire : les [Houthis ont intensifié leurs attaques](#) contre des cibles stratégiques saoudiennes, tandis que [les forces israéliennes ont frappé une installation militaire syrienne](#) près de la frontière turque peu après la visite de responsables de la sécurité turque dans la région, dans le cadre des efforts d'Ankara pour soutenir le développement des capacités militaires de la Syrie après la guerre civile.

L'absence de réponse militaire coordonnée des trois partenaires, au-delà des condamnations diplomatiques classiques, illustre le fossé entre solidarité politique et dissuasion opérationnelle.

À moins que le pacte ne mette en place des mécanismes de planification conjointe, de partage de renseignements, d'exercices militaires et de réponses coordonnées à l'agression, son engagement déclaratif risque de rester insuffisant pour établir une dissuasion collective crédible.

Toute idée novatrice nécessite une validation de principe. Le test de l'Accord de La Mecque résidera dans sa capacité à gérer l'escalade régionale. Cette gestion repose sur deux fonctions essentielles : [le contrôle de l'escalade](#), qui en limite l'étendue et l'intensité, et la capacité à prendre l'[ascendant](#) sur l'adversaire dans la hiérarchie des conflits.

Les premiers signes révèlent un manque de capacités et de coordination, les rebelles houthis au Yémen ciblant l'Arabie saoudite et les [Forces de défense israéliennes visant une base militaire syrienne près de la frontière turque](#).

Ces difficultés initiales pourraient annoncer un enlisement de l'alliance et une polarisation régionale. [Un conflit impliquant le Pakistan et l'Inde au sujet du Cachemire](#), la Turquie et un autre acteur régional, ou encore [l'Arabie saoudite et l'Iran](#), pourrait contraindre les autres membres à choisir entre la crédibilité de l'alliance et leurs propres intérêts économiques et géopolitiques.

De plus, si l'accord est perçu comme un bloc anti-iranien ou sectaire, il pourrait engendrer un dilemme sécuritaire qui accroîtrait, au lieu de le réduire, le risque de conflit. L'ouverture officielle de l'accord à une [future adhésion de l'Égypte, voire du Qatar](#), ne diminue en rien le risque d'aggravation de ce dilemme sécuritaire régional.

Le pacte de défense mutuelle turco-saoudo-pakistanaï voit le jour à un moment de profonde transition pour l'architecture de sécurité du Moyen-Orient, alors que les puissances régionales sont confrontées à la perspective de plus en plus inquiétante que les États-Unis soient moins disposés, ou moins capables, de fournir les garanties de sécurité dont l'ordre régional a longtemps reposé.

Pourtant, ce pacte apparaît moins comme le fondement d'une nouvelle architecture de dissuasion que comme une expérience politique à haut risque dont l'échec pourrait aggraver, plutôt qu'atténuer, l'insécurité régionale.

La crédibilité de l'engagement à s'entraider reste à prouver, l'intégration opérationnelle est embryonnaire et sa tentative d'exploiter l'ambiguïté stratégique à l'égard d'adversaires potentiels, notamment l'Iran et Israël, risque d'engendrer une instabilité régionale accrue plutôt que de dissuader.

Plus inquiétant encore, les trois États n'ont pas encore démontré qu'ils disposent des mécanismes institutionnels nécessaires pour gérer la dynamique d'escalade inhérente à un engagement de défense collective.

Un pacte de défense mutuelle incapable de définir clairement comment, quand et dans quelles circonstances ses membres répondront à une agression risque de créer précisément le type d'ambiguïté que les adversaires pourraient exploiter.

Il existe encore une voie vers une plus grande crédibilité, mais le temps pourrait jouer contre les signataires. La Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan devraient rapidement passer d'une solidarité de façade au travail difficile et politiquement coûteux d'intégration institutionnelle et opérationnelle.

Même alors, une coopération plus poussée ne résoudrait pas le problème fondamental de la défense collective : chaque État est-il réellement prêt à assumer les risques d'escalade pour le compte des autres ? Cette question ne peut être résolue par des communiqués ou des démonstrations symboliques d'unité.

Elle ne trouvera de réponse définitive que lorsqu'une crise obligera les gouvernements à choisir entre le coût d'une intervention et les conséquences d'un manquement à leurs engagements.

Pour Washington, les implications sont tout aussi préoccupantes. Ce pacte pourrait à terme permettre aux partenaires régionaux d'assumer une plus grande part de la charge de la dissuasion, mais il ne faut pas encore le confondre avec un substitut au rôle américain en matière de sécurité.

Inciter les puissances régionales à assumer davantage de responsabilités tout en réduisant l'implication des États-Unis pourrait révéler les faiblesses de cet accord avant même qu'il n'ait développé les capacités nécessaires pour les gérer. Il pourrait en résulter un dangereux vide sécuritaire, où les États de la région auraient des obligations politiques accrues, mais des moyens insuffisants pour les faire respecter.

La grande inconnue de ce pacte réside dans la capacité de ses membres à combler le fossé grandissant entre ambitions politiques et capacités militaires avant que ce fossé ne soit mis en évidence lors d'une crise réelle.

Dans le cas contraire, la première véritable épreuve du pacte pourrait entraîner une escalade immédiate des rivalités régionales jusqu'à une guerre ouverte.

Un pacte de défense qui promet plus qu'il ne tient risque d'encourager les erreurs d'appréciation, tant chez ses membres que chez leurs adversaires, transformant potentiellement un mécanisme destiné à renforcer la dissuasion en un catalyseur du conflit même qu'il était censé prévenir.

Perspectives : vers une coalition élargie ou un nouvel équilibre dicté par les Houthis ?

Une coalition maritime déjà à l'œuvre, mais aux fondations fragiles. Face à la menace, l'Arabie saoudite n'a pas attendu la chute de Mocha pour réagir. Dès le 30 juillet 2026, à l'issue d'une conférence à Riyad réunissant des responsables militaires de 43 pays et de l'Union européenne, le royaume a annoncé la création d'une coalition maritime destinée à sécuriser la navigation en mer Rouge, dans le détroit de Bab el-Mandeb et dans le golfe d'Aden.

Sur la quarantaine d'États invités, treize ont répondu positivement, portant à quatorze le nombre de pays fondateurs aux côtés de Riyad : le Koweït, Bahreïn, le Qatar, le Pakistan, la Turquie, l'Égypte, la Jordanie, le gouvernement yéménite internationalement reconnu, le Bangladesh, le Nigeria, le Soudan, Djibouti et la Somalie.

Le communiqué conjoint du ministère saoudien de la Défense présente cette alliance comme visant à « renforcer la sécurité maritime », « protéger la liberté de navigation » et « sécuriser les voies commerciales internationales et les voies d'approvisionnement en énergie », tout en insistant sur son caractère « purement défensif » et « non dirigé contre aucun État ».

Deux angles morts affaiblissent d'emblée cette architecture. D'abord, sa composition : au-delà de la Turquie et du Pakistan, déjà engagés dans le pacte de La Mecque, la coalition inclut des partenaires aux capacités navales et aux moyens de projection très inégaux (Djibouti, la Somalie, le Soudan), sans commandement intégré ni chaîne logistique commune clairement établie à ce stade.

Ensuite, l'absence remarquée, à la réunion fondatrice du 30 juillet, d'un engagement ferme des deux acteurs dont dépendrait le plus la crédibilité militaire de l'ensemble : les États-Unis, allié historique de Riyad, et l'Union européenne, qui dispose pourtant déjà d'une force navale dans la région, ont assisté à la conférence sans s'engager formellement.

Le dilemme militaire de Washington. Les États-Unis ont déjà mené une campagne militaire coûteuse contre les Houthis, avec des résultats stratégiques limités. Rien n'indique qu'une nouvelle vague de frappes suffirait, à elle seule, à modifier durablement leur comportement, tout en exposant de nouveau les moyens américains, en particulier

navals, à des attaques dans une zone où le conflit avec l'Iran mobilise déjà l'essentiel des capacités de la région.

Washington peut et doit continuer à fournir renseignement, soutien défensif et assistance militaire à Riyad et à ses partenaires de la coalition maritime, mais ne peut compenser indéfiniment ni la fragmentation du camp anti-houthi à l'intérieur même du Yémen, illustrée par le repli précipité des forces de Tareq Saleh depuis Mocha, ni l'absence d'un cadre de commandement unifié côté saoudien.

Trois scénarios pour les prochains mois

Sur cette base, trois trajectoires paraissent envisageables.

La première est celle d'une **consolidation de la coalition maritime**, avec un ralliement plus affirmé des États-Unis et de l'Union européenne, sur le modèle des opérations de protection du trafic déjà menées en 2019 dans le Golfe, qui redonnerait un contenu opérationnel réel à l'alliance saoudienne et pourrait, à terme, contraindre les Houthis à limiter leurs ambitions sur le détroit sans pour autant les déloger de la côte occidentale yéménite.

La deuxième est celle d'un **enlissement à bas bruit** : ni fermeture totale ni réouverture normalisée, mais une zone grise durable de primes d'assurance élevées, de contournements par le cap de Bonne-Espérance et de « transits sombres » (transpondeurs coupés) devenant la norme plutôt que l'exception, un scénario dans lequel les surcoûts logistiques s'installeraient structurellement dans l'économie mondiale, comme l'ont déjà démontré les vingt-huit mois de perturbation ayant suivi la crise de la mer Rouge de fin 2023.

La troisième, la plus déstabilisante, est celle d'une **consécration de facto du contrôle houthi** sur Bab el-Mandeb, actée par un système de péage similaire à celui pratiqué par l'Iran à Ormuz.

Un scénario dans lequel Riyad, incapable de reconstituer une dissuasion crédible et privée d'un soutien extérieur suffisant, se retrouverait contrainte de négocier, au moins tacitement, les conditions d'un accès régulé à sa propre façade maritime.

Du point de vue de l'Iran, l'équation reste, quel que soit le scénario retenu, structurellement favorable. Téhéran n'a nul besoin de contrôler chaque décision houthie pour en tirer bénéfice.

Un mouvement houthi puissant, capable de menacer Bab el-Mandeb, d'immobiliser l'Arabie saoudite, de consommer des ressources militaires américaines et d'alourdir le coût économique de la confrontation régionale, constitue en soi une réussite stratégique majeure, qu'il s'agisse ou non d'une victoire militaire directe.

C'est un pari à faible coût et à effet de levier élevé : les pertes potentielles, pour Téhéran, restent circonscrites au théâtre yéménite, tandis que les gains stratégiques, dispersion des ressources occidentales, pression additionnelle sur les cours du pétrole, fragilisation de l'Alliance de La Mecque et de la coalition maritime saoudienne, se diffusent à l'échelle de l'ensemble du théâtre régional.

Le mouvement houthi possède sa propre direction, ses propres intérêts, son idéologie et ses propres calculs. Il a émergé des conflits politiques et sectaires du Yémen, bien avant la confrontation actuelle entre l'Iran et les États-Unis. Ce groupe a démontré à maintes reprises sa capacité à prendre des décisions indépendamment de Téhéran, même lorsque ces décisions servent en fin de compte les intérêts stratégiques iraniens.

La question centrale, pour Washington comme pour Riyad, n'est donc plus seulement de savoir comment vaincre militairement les Houthis, mais comment les empêcher de transformer durablement la réalité stratégique de la région.

Le jour où ils parviendront à contraindre les États-Unis et leurs partenaires à choisir entre une escalade coûteuse et l'acceptation de restrictions à la liberté de navigation, ils n'auront plus besoin de vaincre l'Amérique sur le terrain militaire. Ils auront déjà obtenu quelque chose de bien plus précieux : la capacité à changer, unilatéralement et à moindre coût, les règles du jeu dans l'un des corridors maritimes les plus stratégiques de la planète.

Une capacité que ni la coalition maritime saoudienne ni l'Alliance de La Mecque n'ont, à ce stade, démontré pouvoir neutraliser.

Conclusion

Les États-Unis et Israël sont en guerre contre l'Iran depuis fin février, et le trafic dans le détroit d'Ormuz s'est effondré sous la pression iranienne, les transits y sont tombés à sept jeudi 10 septembre, contre une moyenne de quinze sur dix jours, et le Brent a dépassé les 107 dollars.

L'approche de Washington vis-à-vis de l'Iran a consisté à l'user par une pression militaire et économique directe, en misant sur le fait que le reste de la région resterait gérable. Ce postulat a toujours été fragile. Un régime soumis à ce type de pression a de fortes incitations à ouvrir des points de pression ailleurs, plutôt que de simplement encaisser les pertes chez lui.

La logique n'est pas que l'Iran ordonne chaque mouvement sur le terrain. C'est qu'alourdir les coûts pour les partenaires régionaux de Washington accroît la pression sur Washington lui-même, à moindre risque qu'une confrontation directe avec les États-Unis.

Le Yémen constituait de longue date un théâtre plausible pour cette dynamique. Les Houthis ont leurs propres objectifs, pas seulement ceux de l'Iran. Ils ont observé Riyad

privilégier pendant des mois la diplomatie et la retenue, constaté que le camp anti-houthi restait fragmenté, et identifié une opportunité autour de l'un des territoires les plus déterminants de la région.

L'offensive qui a permis de prendre Mocha cette semaine, puis Perim a progressé rapidement parce que les forces censées tenir la ligne ne se sont pas maintenues. Les troupes gouvernementales ont reculé. Un plan censé permettre de reprendre le contrôle plus tard a produit, à la place, une déroute.

Le dilemme de Riyad est désormais bien réel, non plus hypothétique. Mohammed ben Salmane aurait appelé Trump à deux reprises jeudi pour presser Washington de frapper directement les Houthis. Trump aurait refusé. La priorité affichée de Washington est de maintenir ses forces concentrées sur l'Iran et Ormuz, et non d'ouvrir un second front au Yémen.

Riyad pourrait devoir agir largement seul, et le choix qui s'offre à elle est réellement mauvais dans les deux cas : marquer une pause, et les Houthis consolident leur emprise autour de Bab el-Mandeb, rendant leur délogement plus difficile chaque semaine ; ou intensifier son action pour empêcher cette consolidation, au risque de rouvrir une guerre que le royaume a passé des années à tenter de refermer.

Une riposte militaire d'envergure pourrait faire basculer le Yémen d'un conflit parallèle vers un théâtre d'opérations actif dans la guerre contre l'Iran, risquant de provoquer de nouvelles attaques houthies contre le territoire et les infrastructures saoudiennes. Cependant, permettre aux Houthis de consolider leur position risque de renforcer un mouvement hostile à Riyad à proximité d'un point de passage maritime stratégique.

Le dilemme est particulièrement aigu car les États-Unis tentent déjà de gérer un conflit dont les conséquences économiques dépassent largement le Moyen-Orient. Les perturbations des approvisionnements pétroliers et du transport maritime ont fait grimper les coûts de l'énergie et des transports, menaçant d'alimenter l'inflation et de fragiliser davantage une économie mondiale déjà précaire.

Ce n'est pas uniquement un problème saoudien. Cela touche l'architecture de sécurité plus large du CCG ; directement l'Égypte, car Bab el-Mandeb alimente l'accès à Suez par la mer Rouge, et Le Caire a déjà encaissé des années de pertes de revenus du canal du fait des perturbations houthies ; le transport maritime mondial et les marchés pétroliers, déjà sous tension du fait d'Ormuz ; les États-Unis et leurs alliés, désormais confrontés à deux points de passage stratégiques majeurs sous pression simultanément, et non plus un seul.

La question qui vient naturellement : le pacte de La Mecque entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan ne couvre-t-il pas cette situation ?

Il engage les trois pays à considérer une attaque contre l'un comme une attaque contre tous, et la relation d'entraînement militaire avec le Pakistan est profonde. Mais ce n'est pas une clause d'intervention automatique de type OTAN, et rien n'indique à ce stade qu'elle se déclencherait pour le Yémen.

La tentation d'une réponse cinétique ira grandissant tant que les Houthis conserveront Perim. Mais si l'on met de côté les calculs liés aux points de passage stratégiques, il s'agit toujours du Yémen, un pays qui, depuis plus d'une décennie, encaisse le coût des calculs stratégiques d'autres acteurs. La prise de Perim pourrait compter moins pour ce qui s'est produit là-bas aujourd'hui que pour ce qu'elle rendra plus difficile à empêcher demain, pour les Yéménites avant tout.

Le Pakistan s'efforce de rester en dehors du conflit saoudo-houthi, malgré ses engagements de défense envers Riyad, ne souhaitant pas nuire à ses relations avec l'Iran, selon Reuters.

Islamabad aurait transmis à Téhéran les avertissements saoudiens appelant à freiner les Houthis, tout en poussant la voie diplomatique. Aucune réponse militaire n'est à l'étude. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Sajjad Haider Khan, a déclaré que le Pakistan s'était « systématiquement opposé à l'escalade et avait prôné la retenue, le dialogue et la diplomatie ».

Le ministre de la Défense Khawaja Asif a affirmé qu'il n'y avait « aucune ambiguïté » sur le fait qu'un débordement sérieux sur le territoire saoudien pourrait activer ses pactes de défense mutuelle avec l'Arabie saoudite et la Turquie. Toute implication se limiterait à la défense du territoire saoudien, sans envoi de troupes au Yémen ni frappes de représailles.

L'impasse prolongée entre les États-Unis et l'Iran, et l'échec à résoudre la crise du détroit d'Ormuz, que ce soit par la voie diplomatique ou par un dénouement militaire décisif a contribué à produire ce qui constituait depuis le début un scénario cauchemardesque : l'extension du contrôle houthi sur la façade maritime yéménite en mer Rouge et un levier croissant sur Bab el-Mandeb (ce qui, en définitive, sert les intérêts de l'Iran).

La résurgence des Houthis souligne également les limites de la campagne américaine contre ce groupe. Malgré des semaines de frappes aériennes américaines intensives ciblant les dirigeants, les armes et les infrastructures militaires houthies l'an dernier, le groupe a conservé la capacité de lancer une offensive terrestre majeure et de menacer des voies maritimes stratégiques.

On ignore encore combien de temps les Houthis pourront tenir le territoire conquis, en particulier s'ils font face à une campagne aérienne soutenue. Mais, pour l'instant du moins, l'appétit de Washington pour une nouvelle campagne aérienne prolongée contre les Houthis paraît limité.

Cela place l'Accord de La Mecque entre la Turquie, le Pakistan et l'Arabie saoudite sous un examen accru. Le pacte commençait tout juste à montrer des signes d'institutionnalisation, à travers des réunions de commissions et des projets de secrétariat permanent, mais il en reste à ses balbutiements.

La Turquie et le Pakistan ont, à plusieurs reprises, insisté sur son caractère défensif. Ce qui déclencherait réellement une réponse collective face à une action houthie, et, surtout, si cela pourrait s'étendre à une action militaire sur le sol yéménite, demeure très incertain.

L'importance des événements au Yémen ne réside donc pas seulement dans la prise de contrôle d'une nouvelle ville stratégique par les Houthis. Elle tient au fait que cette guerre risque de créer un second point de tension maritime à un moment où le premier, le détroit d'Ormuz, est devenu essentiel à l'économie mondiale.